



# Editorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE  
DU COURANT  
**SITUACIÓN**

## GLOBAL

Migration clandestine dans l'Union européenne: de nouvelles mesures pour résoudre le problème.

## REGIONAL

Droits de douane et contre-mesures: Quels effets la décision du Mexique d'imposer des droits de douane aux États-Unis pourrait-elle avoir? États-Unis.?

## LOCAL

Perspectives 2025: augmentation de la violence pendant la période préélectorale.



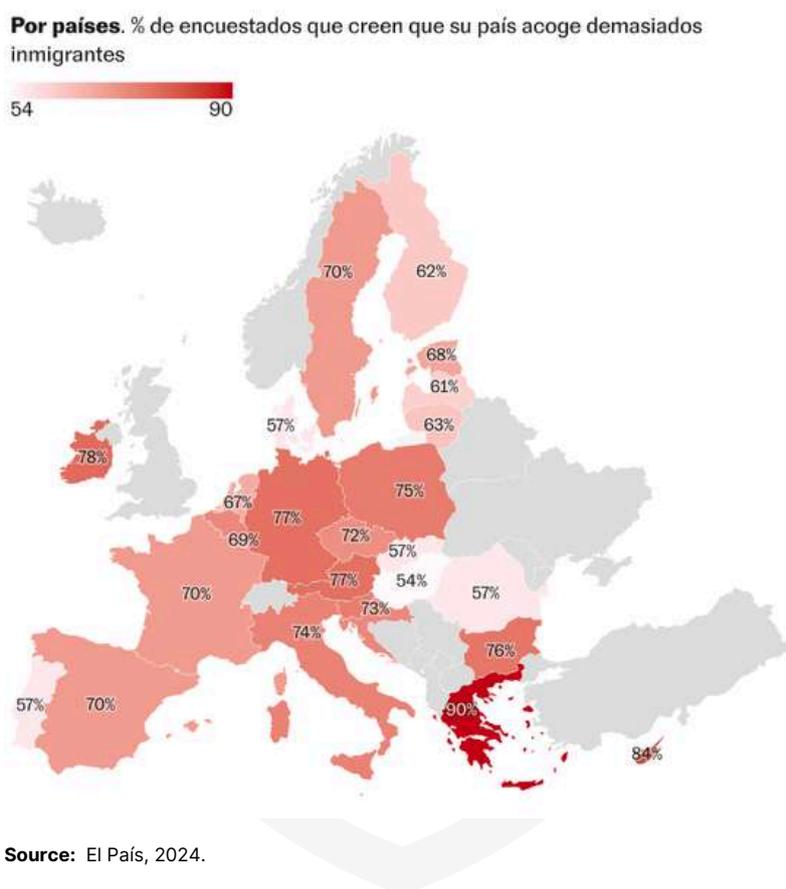
## Migration clandestine dans l'Union européenne: de nouvelles mesures pour résoudre le problème.

La Commission européenne a présenté mercredi 05 mars une proposition qui permettrait aux pays de l'Union européenne (UE) de transférer des migrants ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion vers des pays tiers, dans le cadre d'une initiative législative visant à accélérer et à augmenter les expulsions. Cette mesure fait partie d'un projet de règlement visant à créer un système commun de remboursements, annoncé par Bruxelles à l'occasion du centième anniversaire du second mandat d'Ursula von der Leyen à la présidence de l'Exécutif communautaire. "Seule une personne sur cinq qui reçoit un ordre de quitter l'UE s'y conforme. Ce n'est pas acceptable", a déclaré le Commissaire européen à l'Intérieur Magnus Brunner lors d'une conférence de presse, qui a présenté la proposition avec Henna Virkkunen, vice-présidente pour la Souveraineté technologique, la sécurité et la démocratie.

L'initiative a vu le jour plus tôt cette année, lorsque le Premier ministre suédois Ulf Kristersson et le chancelier autrichien Karl Nehammer ont proposé d'intensifier les efforts de lutte contre l'immigration irrégulière.

Cette question a gagné en pertinence sur l'agenda politique européen en raison du soutien croissant aux partis conservateurs et d'extrême droite. En octobre, les dirigeants de l'UE ont annoncé qu'ils évaluaient la possibilité d'envoyer des migrants sans droit de séjour dans le bloc vers des centres d'accueil dans des pays sûrs en dehors de l'Union. Kristersson a noté qu'il avait discuté du plan avec le commissaire européen aux migrations Magnus Brunner, qui lui avait assuré qu'une proposition serait présentée au printemps de l'hémisphère Nord ([La República](#), 2025).

## Pourcentage de citoyens des pays européens qui estiment qu'ils accueillent trop de migrants



Récemment, Brunner a annoncé que la future réglementation sur les retours chercherait à responsabiliser davantage les migrants sans droit de séjour dans l'UE et à en assumer les conséquences s'ils ne se conforment pas aux exigences établies. Cette question est une priorité pour les Vingt-sept, compte tenu du faible taux de rendement. Selon les données de la Commission européenne, seuls 20% des ressortissants de pays tiers qui reçoivent une ordonnance d'abandon sont rapatriés. Lors de la dernière réunion du Conseil de l'Intérieur, Brunner a souligné que les nouvelles réglementations amélioreront également la coopération entre les États membres pour faciliter les rapatriements et éviter la répétition inutile des procédures. En outre, la situation des migrants qui présentent un risque pour la sécurité sera traitée de manière plus stricte ([Portafolio](#), 2025).

Le Conseil et le Parlement européen devront parvenir à un accord sur la proposition soumise, un processus qui, espère Brunner, sera mis en œuvre rapidement. Cependant, le dossier fait face à une procédure législative complexe qui, dans le cas du Parlement européen, révélera les divisions entre les groupes politiques. De la majorité traditionnelle pro-européenne aux factions ultraconservatrices et d'extrême droite, avec des positions plus radicales sur la gestion des migrations, le débat promet d'être intense (El Tiempo, 2025).

Les mesures migratoires de l'UE consolident un modèle de sécurité aux frontières et d'externalisation, privilégiant l'efficacité opérationnelle à une protection globale, avec des risques d'érosion des droits de l'homme en déléguant les contrôles à des pays tiers. On peut anticiper l'expansion des accords de type Albanie avec les nations africaines ou sahéliennes, la judiciarisation des expulsions par les tribunaux internationaux, et l'augmentation des itinéraires irréguliers du fait de la restriction des itinéraires légaux. Les événements mondiaux (guerres, crises climatiques) pourraient obliger à assouplir les politiques, reproduisant des modèles de protection temporaire sélective, tandis que la montée des partis d'extrême droite aux élections européennes de 2026-2027 radicaliserait les contrôles, et les gouvernements progressistes favoriseraient des ajustements vers des quotas de régularisation par secteurs du travail. L'UE naviguera entre le contrôle des migrations et les besoins démographiques, dans un continent avec une forte population de plus de 65 ans prévue pour 2030, où la durabilité sociale dépendra de l'équilibre entre sécurité et inclusion.

Votre entreprise est-elle prête à relever les défis et à saisir les opportunités qu'offre le pays ?

Obtenez le **guide essentiel** de la sécurité en Colombie.

**CARTE DES  
RISQUES**  
COLOMBIA 2025

[Acheter le document](#)

## Droits de douane et contre-mesures: Quels effets la décision du Mexique d'imposer des droits de douane aux États-Unis pourrait-elle avoir? États-Unis.?

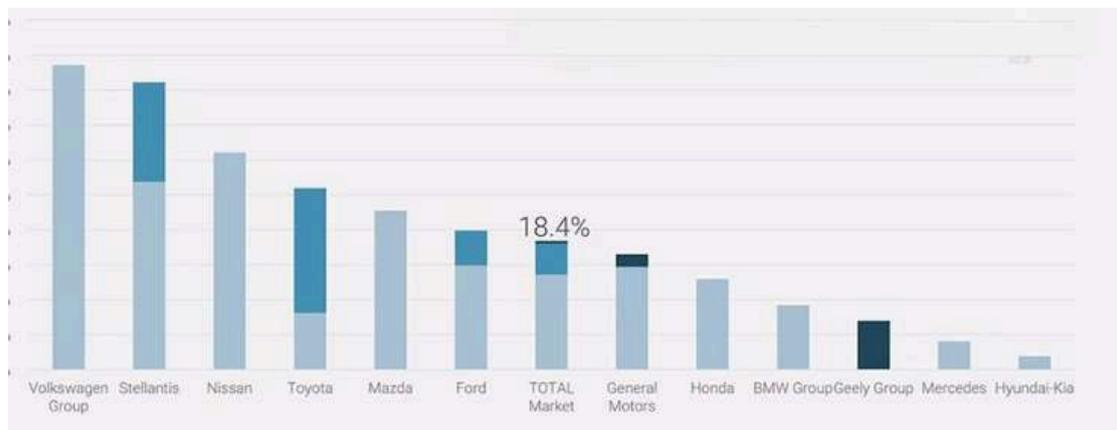
Le 12 mars, la taxe américaine de 25% sur l'acier et l'aluminium est entrée en vigueur dans plusieurs pays avec lesquels les États-Unis États-Unis. il maintient des accords commerciaux, y compris le Mexique. La mesure concerne principalement le Brésil, la Corée du Sud, le Vietnam et le Mexique, en ce qui concerne l'acier, et les Émirats arabes unis, la Russie et la Chine, en ce qui concerne l'aluminium. L'impact a été tel que l'Union européenne a réagi en annonçant des contre-mesures "rapides et proportionnées" d'une valeur de 28 000 millions d'euros à diverses importations américaines. Aux États-Unis, le Canada imposera également des droits de douane de 25% sur le pays nord-américain pour une valeur de 20 700 millions de dollars ([Swissinfo](#), 2025).

L'un des cas les plus médiatisés concernant les tarifs américains est celui du Mexique. Face aux décisions de Donald Trump, Claudia Sheinbaum a décidé qu'elle attendrait le 02 avril pour répondre aux nouveaux tarifs. Selon le président, le Mexique demande un traitement différencié tant que le TMEC (accord commercial entre le Mexique, les États-Unis et le Mexique) est en vigueur. Les États-Unis et le Canada) est toujours en vigueur et il n'y a pas de tarifs douaniers du Mexique vers les États-Unis.

Pendant cette période, le Mexique cherchera à négocier avec les États-Unis. États-Unis. afin d'éviter la taxe sur les matériaux en question, sinon, dit le président, la possibilité d'imposer des droits de douane aux États-Unis sera étudiée. États-Unis. Dans ce contexte, récemment, le secrétaire à l'Économie, Marcelo Ebrard, s'est rendu à Washington pour entamer des dialogues avec le gouvernement Trump ([El País](#), 2025).

Selon les experts dans le domaine, si les États-Unis. impose des droits de douane sur l'acier et l'aluminium mexicains, le principal impact sera subi par les consommateurs américains et les entreprises importatrices. Dans le cas de l'acier, les ventes diminueraient en raison d'une compétitivité moindre par rapport à la production locale, tandis que dans l'aluminium, les coûts seraient absorbés par les acheteurs et les entreprises, car il n'y a pas de substituts immédiats. Le secteur automobile serait le plus touché car il dépend des aciers plats importés des États-Unis. États-Unis. Trump a déjà utilisé cette stratégie lors de son premier mandat pour renforcer l'industrie nationale. Cependant, les experts avertissent que les États-Unis sont les États-Unis. il n'a pas la capacité de répondre à sa propre demande, de sorte que des secteurs tels que la construction, l'électronique et l'automobile seraient touchés. Les entreprises américaines seraient confrontées au dilemme d'assumer les coûts ou de les répercuter sur les consommateurs. Malgré les risques d'une guerre commerciale, Trump estime que les avantages l'emporteront sur les inconvénients ([El País](#), 2025).

## 2024: % des ventes en volume du Mexique, du Canada et de la Chine



Source: Infobae, 2025.

Si le Mexique répond aux tarifs américains, les États-Unis. avec des mesures similaires dans l'acier, cela pourrait affecter sa propre économie, car le pays importe plus d'acier qu'il n'en exporte. Cela rendrait des secteurs clés tels que l'industrie automobile, qui utilise de l'acier pour fabriquer des véhicules, et l'industrie des appareils électroménagers plus chers, ce qui affecterait la compétitivité. De plus, la hausse des prix de l'acier aurait un impact sur la construction, ralentissant les projets et rendant le logement plus cher. Ildefonso Guajardo, ancien secrétaire mexicain à l'Économie, prévient que l'augmentation des tarifs de l'acier augmenterait les coûts de production, affecterait les chaînes de valeur et réduirait la compétitivité sur d'autres marchés. Il mentionne également qu'au lieu de répondre par des tarifs sur l'acier, le Mexique devrait rechercher des mesures alternatives qui ne nuisent pas à son économie. Compte tenu de la pertinence du Mexique dans le circuit commercial régional, les nouvelles mesures mises en œuvre pourraient avoir un impact économique sur les pays voisins ([CNN](#), 2025).

## Perspectives 2025: augmentation de la violence pendant la période préélectorale.

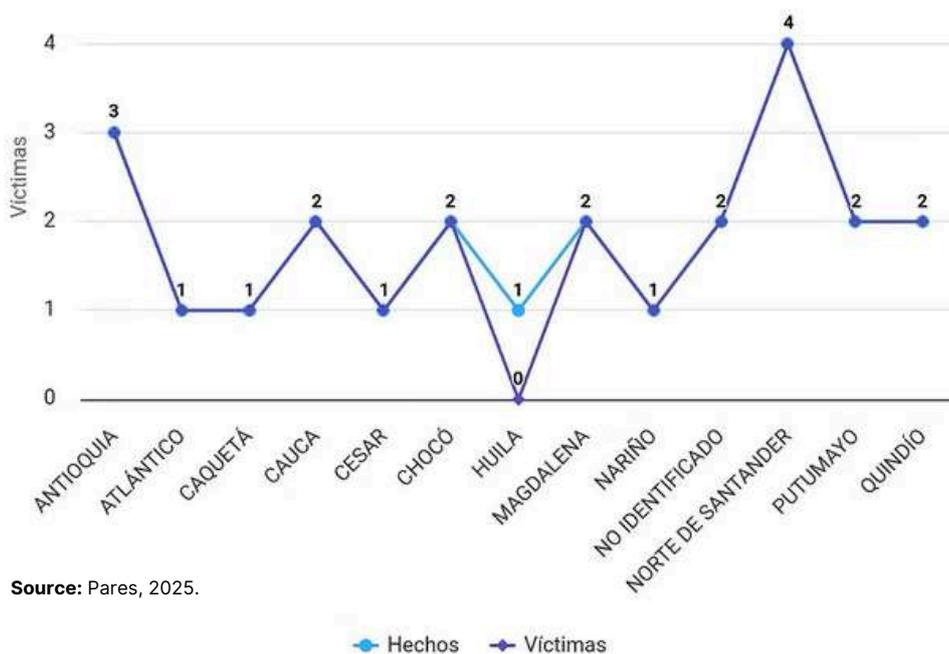
Selon la Fondation pour la Paix et la Réconciliation, la violence politique électorale est une sous-catégorie de la violence politique, qui est définie comme “celle qui s'exerce contre un individu ou un collectif en raison de l'exercice de ses droits politiques dans le cadre de la compétition électorale.” Dans le contexte colombien, la violence électorale est liée à la fois aux dynamiques locales de conflit et de criminalité, et aux réseaux politiques basés sur le favoritisme et la corruption. Dans le cadre de la compétition électorale, la violence a historiquement été un mécanisme de compétition de plus dans le pays (Pares, 2025). Cette manifestation de violence constitue une menace pour la démocratie, car elle limite la participation et la représentation de la population, réduisant au silence les positions, les processus et les revendications (MOE, 2023).

Depuis les élections territoriales de 2019, la Fondation pour la Paix et la Réconciliation surveille le comportement de la violence politico-électorale dans le pays. Ce qui précède a mis en évidence l'augmentation de la violence contre les maires, les conseillers, les députés, les gouverneurs, les conseillers municipaux, entre autres candidats à des fonctions publiques, dans le cadre de la compétition électorale et préélectorale. En 2023, la fondation a réalisé cinq signalements de violences politico-électorales, qui ont enregistré 262 événements violents avec un solde de 325 victimes.

Comparativement, par rapport au rapport final de 2022, en 2023, le nombre de victimes a augmenté de 103 et les événements enregistrés de 83 (Pares, 2025).

Bien que le calendrier électoral pour les élections de 2026 n'ait pas encore commencé, différents types d'événements violents ont été enregistrés depuis la fin de l'année 2024, ce qui met en évidence la situation complexe en termes de sécurité nationale. Entre le 28 décembre 2024 et le 28 février 2025, 24 actes de violence politique ont été signalés avec un solde de 23 victimes. Le premier des événements enregistrés a été l'enlèvement d'Antonio José Marín, ancien maire de la municipalité de San Cayetano dans le Nord de Santander. En fait, c'est dans ce département que se concentre le plus grand nombre de cas, suivi d'Antioquia, Cauca, Chocó, Putumayo, Quindío et Magdalena (Pares, 2025). Des régions telles que Bajo Cauca, le nord-est d'Antioquia et Catatumbo, entre autres, sont restées problématiques depuis 2023 (MOE, 2023). Sur le total des actes de victimisation, cinq correspondent à des homicides, 12 à des menaces, six à des agressions et un à des enlèvements. De plus, la plupart des victimes ont été des conseillers municipaux, suivis d'anciens membres de bureaux élus et de maires (Pares, 2025).

### Événements et victimes par département



Source: Pares, 2025.

Le panorama susmentionné reflète la complexité en termes de sécurité sur le territoire colombien. À la tendance à la hausse de la violence dans le cadre des élections, il faut ajouter la situation grave du pays en termes d'expansion et de consolidation des acteurs criminels, tels que les Groupes Armés Organisés (GAO). Comme en témoignent les événements récents, le scénario précédant les élections a un caractère très violent, qui continuera sûrement de s'aggraver à mesure que le scrutin se rapproche. De plus, des facteurs tels que la difficulté à identifier les responsables d'actes violents doivent être pris en considération, ce qui complique davantage la situation (Pares, 2025).

# RÉFÉRENCES

CNN. (12 de marzo de 2025). México decidirá a partir del 2 de abril si impone a EE.UU. aranceles recíprocos al aluminio y al acero, dice Sheinbaum. Obtenido de: <https://cnnespanol.cnn.com/2025/03/12/mexico/eeuu-aranceles-reciprocos-aluminio-acero-sheinbaum-2-abril-orix>

El País. (10 de marzo de 2025). México busca un acuerdo de última hora con Estados Unidos para esquivar los aranceles del 25% al acero y al aluminio. Obtenido de: <https://elpais.com/mexico/economia/2025-03-11/mexico-busca-un-acuerdo-de-ultima-hora-con-estados-unidos-para-esquivar-los-aranceles-del-25-al-acero-y-al-aluminio.html>

El Tiempo. (11 de marzo de 2025). Unión Europea estudia 7 medidas migratorias para indocumentados: más controles y expulsiones aceleradas, las claves. Obtenido de: <https://www.eltiempo.com/mundo/europa/las-politicas-migratorias-que-estudia-la-union-europea-para-indocumentados-mas-controles-y-expulsiones-aceleradas-3434542>

La República. (02 de enero de 2025). Plan de la Unión Europea sobre el retorno de migrantes podría presentarse en marzo. Obtenido de: <https://www.larepublica.co/globoeconomia/plan-de-la-union-europea-sobre-el-retorno-de-migrantes-podria-presentarse-en-marzo-4030495>

MOE. (2023). Tercer informe preelectoral de violencia contra liderazgos políticos, sociales y comunales en el 2023. Obtenido de: <https://moe.org.co/tercer-informe-preelectoral-de-violencia-contra-liderazgos-politicos-sociales-y-comunales-en-el-2023/>

Pares. (05 de marzo de 2025). 24 hechos de violencia política, antesala preocupante para las elecciones del 2026. Obtenido de: <https://www.pares.com.co/post/24-hechos-de-violencia-pol%C3%ADtica-antesala-preocupante-para-las-elecciones-del-2026>

Portafolio. (09 de marzo de 2025). Así será la nueva política de deportaciones de inmigrantes ilegales de la Unión Europea. Obtenido de: <https://www.portafolio.co/internacional/union-europea-endurece-reglas-para-devolver-migrantes-ilegales-625413>

Swissinfo. (12 de marzo de 2025). México esperará al 2 de abril para responder a aranceles al acero y aluminio de EEUU. Obtenido de: <https://www.swissinfo.ch/spa/m%C3%A9xico-esperar%C3%A1-al-2-de-abril-para-responder-a-aranceles-al-acero-y-aluminio-de-eeuu/89000959>



Laissez-nous vous accompagner  
avec le service que vous méritez.